



Les mémos de la DGM

20
25

n°9

Tous les mois, découvrez un enjeu de notre diplomatie porté et piloté par la direction générale de la mondialisation (DGM) au sein du ministère de l'Europe et des Affaires étrangères.

Culture, médias, patrimoine, enseignement, recherche scientifique, langue française, économie, énergie, environnement, climat, biodiversité, développement durable, santé, démocratie, égalité de genre, société civile, jeunesse, engagement citoyen, territoires, numérique, intelligence artificielle, gastronomie, sport !

Une constellation de thématiques qui soulève les enjeux stratégiques au cœur de notre société et de nos relations internationales dans toute leur complexité... et sur laquelle œuvrent les près de 450 agents de la DGM, et les plus de 5 300 au sein du réseau à l'étranger.

L'intelligence artificielle : où en sommes-nous ?

L'intelligence artificielle (IA) est plus qu'une révolution industrielle et technologique, elle est aussi à la source de profonds changements dans nos sociétés, dans nos rapports au savoir, au travail, à l'information, à la culture et même au langage.

La position de la France sur l'IA en 3 mots : inclusive, durable et de confiance.

- **L'IA est un défi scientifique, économique, culturel, politique et citoyen qui nécessite un dialogue étroit :** entre les États, les chercheurs, les entreprises, les créateurs et la société civile, ainsi qu'une gouvernance internationale autour de formats existants comme le Partenariat mondial sur l'intelligence artificielle (PMIA) ou l'ONU.
- **Le développement d'une IA durable est une priorité de la France** afin de réduire son coût énergétique et environnemental tout en profitant des solutions durables qu'elle peut apporter.
- Pour que cette révolution technologique bénéficie à tous, **il est crucial de placer la confiance au cœur de l'essor de l'IA.** L'IA soulève d'importantes questions en matière de sécurité et de sûreté : qu'il s'agisse d'anticipation des risques les plus extrêmes ou de dérives déjà visibles (deepfake, fraude, vol de données personnelles), un traitement résolument ambitieux des facteurs de confiance en l'IA est par conséquent indispensable, à l'échelle internationale.

En 2023, l'IA générative aurait contribué à **12 milliards de dollars de fraude**.

En février 2024, **une arnaque grâce à la technique du deepfake a coûté 26 millions de dollars** à une entreprise de Hong Kong.

Source : cabinet Deloitte

Le sommet de Paris sur l'IA en février 2025

Pendant près d'une semaine, du 6 au 11 février 2025, Paris a accueilli de nombreux événements visant à **renforcer une intelligence artificielle au service de l'intérêt général**. Elle a été rythmée par des journées scientifiques, un week-end culturel, un sommet international au Grand Palais, de nombreux événements parallèles et une journée pour les entreprises.

Ce sommet, co-présidé par l'Inde, avait pour but de mettre en avant les opportunités de l'IA pour notre société et nos économies. Il s'est articulé autour de 5 principales verticales :

1. l'IA au service de l'intérêt général
2. la gouvernance internationale de l'IA
3. l'IA de confiance
4. l'innovation et la culture
5. l'avenir du travail

Un enjeu économique majeur

La diplomatie économique de l'IA, c'est l'accompagnement des entreprises françaises à l'international pour promouvoir l'excellence française et être capables de rivaliser avec les champions mondiaux de ce secteur crucial pour notre compétitivité. Forte d'un écosystème dynamique dans l'IA, notre diplomatie soutient notre tissu économique dans **l'appropriation des briques technologiques essentielles** sur la chaîne de valeur de l'IA (talents, calculateurs et centres de données, puces IA GPU, modèles de fondation, applications).

Il s'agit en priorité de i) rapprocher les écosystèmes et les acteurs du monde de l'IA (entreprises, fonds d'investissements, incubateurs, chercheurs, acteurs académiques et industriels, opérateurs de l'État), ii) valoriser l'expertise française dans l'IA à travers le monde et iii) forger des normes favorables à nos acteurs.

La France a cherché à élargir le périmètre de l'IA au-delà des risques, et a produit plusieurs livrables regroupés dans « les actions de Paris pour l'IA », autour de trois axes :

> Donner à chacun les moyens de s'approprier la révolution de l'IA

Lancement de Current IA, une fondation sur l'IA d'intérêt général, grâce à un investissement initial de 400 millions d'euros.

Hébergée à Paris et ouverte au monde entier, cette fondation vise à rendre l'IA accessible à toutes et tous, en finançant des projets concrets qui servent l'intérêt général dans des domaines tels que le plurilinguisme, la protection des enfants face aux risques de l'IA, la mise à disposition d'outils de sûreté dans l'IA, le partage sous contrôle de données dans l'éducation, la santé ou la science. Dix gouvernements, dont l'Allemagne, le Chili, l'Inde et le Nigéria, ont signé une charte s'engageant à soutenir le partenariat Current AI et à défendre une IA au service de l'intérêt général.

> Favoriser le développement d'une IA durable

Lancement de la Coalition pour l'IA écologiquement durable¹ à l'initiative de et pilotée par le ministère de la Transition écologique.

Emmenée par la France, le Programme des Nations unies pour l'environnement (PNUE) et l'Union internationale des télécommunications (UIT), elle compte à ce stade près de 140 partenaires dont 37 grandes entreprises et 14 pays. Cette Coalition veut soutenir à la fois les initiatives pour réduire l'empreinte énergétique et environnementale de l'IA et l'utilisation de l'IA au service de nos transitions environnementales.



Une seule requête sur ChatGPT consomme autant de ressources que dix requêtes sur Google (source : Agence internationale de l'énergie).

Un mail de 100 mots écrit par le robot consomme une bouteille d'eau de 50 cl (source : université de Californie).

L'IA peut être porteuse de solutions durables. Par exemple, **le calculateur Green Algorithms peut prédire l'impact environnemental d'un projet d'IA** avant le début du projet.

1. sustainableaicoalition.org

> Renforcer la gouvernance internationale de l'IA pour la rendre plus efficace et inclusive en évitant sa fragmentation

Cet objectif s'est traduit par :

- la tenue d'une réunion ministérielle informelle des 44 pays membres du Partenariat mondial sur l'IA (PMIA) pendant le sommet. Elle a permis de faire avancer les discussions sur son élargissement à d'autres pays membres. Sept États (Cambodge, Croatie, Kazakhstan, Malte, Maroc, Roumanie, Rwanda) ont annoncé leur intérêt à rejoindre cette enceinte inclusive et multi-acteurs ;
- la réalisation d'une cartographie des thématiques, des besoins et des acteurs impliqués dans une gouvernance globale et inclusive de l'IA.

Le sommet de l'action pour l'IA en chiffres



11 000 citoyens ont contribué à ce sommet via une vaste consultation en ligne.

Plus de **800 chercheurs, entrepreneurs et créateurs** ont contribué dans près

de 100 événements organisés dans le monde entier en amont et en marge du sommet.

28 chefs d'État et de gouvernement présents.

468 dirigeantes et dirigeants d'entreprises, de grands groupes industriels et de start-ups.

500 représentants d'organisations de la société civile.

Une 60^{aine} de livrables regroupés dans « les actions de Paris pour l'IA ».

Une 100^{aine} d'événements parallèles à Paris.



4 200 acteurs mondiaux du domaine de l'IA issus du monde économique (OpenAI, H, Mistral, Anthropic) et une **20^{aine} de représentants de**

gouvernements (français, européens et étrangers) présents au Business Day à Station F, séquence dédiée aux acteurs économiques.



Plus de 109 milliards d'euros d'investissements pour le développement de projets d'infrastructures et de déploiement en France :

• Émirats Arabes Unis – MGX

50 milliards d'euros dans le but de créer, en France, un campus et un centre de données d'une capacité de calcul pouvant aller jusqu'à un gigawatt. Dans la compétition mondiale pour l'IA, cette annonce a su démontrer que la France possède un avantage comparatif crucial dans le domaine de l'énergie décarbonée au service de l'IA. À la suite du sommet, la France compte capitaliser sur ce succès en continuant d'attirer des partenaires internationaux.

• États-Unis – Amazon

6 milliards d'euros pour créer des centres de données et développer l'infrastructure cloud.

• Commission européenne

20 milliards d'euros d'investissements dans les giga-fabriques de l'IA.

• Investissements publics et privés en Europe

200 milliards d'euros via le programme Invest IA de la Commission européenne, et des financements privés annoncés dans le cadre des champions de l'IA.

À savoir

Le marché mondial de l'IA générative, alors estimé à **241 milliards de dollars en 2023**, pourrait atteindre **511,3 milliards de dollars d'ici 2027**.

Source : BPI France.

27% des emplois se situent dans des professions à haut risque d'automatisation.

Source : OCDE (juillet 2023).

La déclaration des chefs d'État et de gouvernement du sommet pour une IA inclusive et durable a été endossée par 64 pays et organisations internationales dont la Chine, l'Inde, le Canada, le Brésil ainsi que l'Union européenne et l'Union africaine. Elle a permis aux pays - développés comme émergents - de s'unir autour d'une vision commune de l'IA au service de l'intérêt général.



Cartographie des acteurs

À la DGM

- > La mission **G7/G20 – OCDE – Sommets internationaux** (MSI) participe au suivi des filières numériques dans les enceintes plurilatérales (G7, G20, OCDE notamment).
- > Au sein de la **direction de la diplomatie économique** (DDE), la **mission pour le numérique et l'intelligence artificielle** (NUMIA), contribue à la diversification des partenariats dans le numérique, par le rapprochement des écosystèmes sur les plans public (ministères, acteurs publics) et privé (entreprises, incubateurs, fonds d'investissements).
- > La **direction du pilotage et de la stratégie via la sous-direction pour le développement** (DPS/DEV) assure le suivi des questions d'innovation et de numérique pour le développement.
- > La **direction de la diplomatie culturelle, éducative, universitaire et scientifique** (DDC) suit les thématiques culturelles numériques, dont la lutte contre la désinformation.

Au sein du MEAE

- > L'**ambassadeur pour le numérique** coordonne l'élaboration des positions de la France sur les questions internationales touchant à la transformation numérique.
- > Au sein de la **direction des affaires stratégiques de sécurité et du désarmement** (DGP/ASD), la **sous-direction de la cybersécurité** assure le suivi des discussions sur le nexus entre l'IA et la cybersécurité, et la **sous-direction du contrôle des armements et de l'OSCE** est responsable des enjeux liés aux applications de l'IA dans le domaine de la défense.
- > La **direction des Nations unies et des organisation internationales** (DGP/NUOI) instruit les représentations permanentes auprès des Nations unies (New York, Genève, Vienne, Rome) dans les négociations concernant l'IA et les nouvelles technologies dans les enceintes onusiennes (Conseil de sécurité et Assemblée générale des Nations unies, Conseil des droits de l'Homme, etc.).



L'IA à
l'international
en Équipe
France

- > La **direction du numérique** (DNUM) est responsable du développement et de l'exploitation du système d'information et de communication du ministère. Elle élabore des outils permettant une meilleure exploitation des données et de l'intelligence artificielle au sein du ministère, à l'image de DiplolA, service de transcription et de traduction souverain et sécurisé développé en interne, au service de la diplomatie.
- > La **représentation permanente de la France auprès de l'OCDE** (RP OCDE) est chargée de promouvoir les positions françaises sur le numérique auprès des autres États membres dans le cadre des différentes instances de l'Organisation.

En interministériel

- > La **ministre déléguée en charge de l'intelligence artificielle et du numérique** assure le suivi des politiques nationales numériques.
 - > Le **ministère de l'Économie, des Finances et de la Souveraineté industrielle et numérique** (MEFSIN), notamment à travers la **direction générale des entreprises**, promeut le développement de l'écosystème français de l'IA afin de renforcer la compétitivité et la souveraineté économique de la France. La **coordination nationale pour l'intelligence artificielle** (COSNIA) articule et pilote la stratégie nationale pour l'IA.
 - > Le **ministère de la Transition écologique**, via l'Ecolab du **Commissariat général au développement durable** (CGDD), est le chef de file de la verticale IA durable.
 - > Le **ministère de la Culture** promeut l'innovation culturelle dans le respect du droit d'auteur et de ses droits voisins, mais aussi la diversité culturelle et linguistique ainsi que l'intégrité de l'information.
 - > Le **ministère du Travail et de l'Emploi** pilote le suivi des livrables sur l'avenir du travail et anime des webinaires sur l'impact de l'IA dans le monde du travail.